

[Communiqué au Conseil, aux
États Membres et aux Délégués
de l'Assemblée.]

A. 42 (a). 1921.

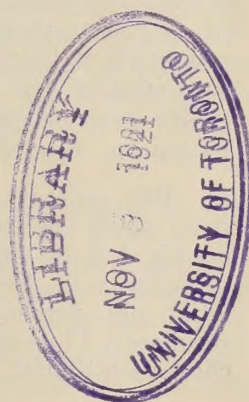
GENÈVE,
le 5 septembre 1921.

(SOCIÉTÉ DES NATIONS)

(L'Organisation du Travail intellectuel)

(RAPPORT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON BOURGEOIS,
REPRÉSENTANT DE LA FRANCE,
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL, LE 2 SEPTEMBRE 1921.)

LEAGUE OF NATIONS



Organisation of Intellectual Work.

REPORT BY M. LÉON BOURGEOIS,
FRENCH REPRESENTATIVE,
ADOPTED BY THE COUNCIL ON SEPTEMBER 2nd, 1921.

L'Organisation du Travail intellectuel

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON BOURGEOIS,
REPRÉSENTANT DE LA FRANCE,

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL LE 2 SEPTEMBRE 1921.

Comme suite aux vœux émis le 18 décembre 1920 par l'Assemblée de la Société des Nations sur le travail intellectuel et en conformité avec les idées adoptées par le Conseil dans ses séances des 1^{er} mars et 27 juin 1921, le Secrétariat général a préparé deux rapports, l'un qui étudie l'œuvre entreprise jusqu'à ce jour par l'Union des Associations internationales, l'autre qui n'est qu'un préambule au projet de résolution recommandant à l'Assemblée de demander au Conseil de nommer une Commission chargée de lui présenter en 1922 un rapport sur les mesures que la Société pourrait prendre, afin de faciliter les échanges intellectuels entre les peuples. Je propose au Conseil d'adopter ces deux rapports.

A première vue, ils déçoivent un peu notre attente, mais à la réflexion, je les crois plus opportuns que d'autres projets plus ambitieux.

Nous avons tous le sentiment que, pour la Société des Nations, il n'est pas de tâche plus urgente que de s'occuper de ces grands facteurs d'opinion internationale que sont les systèmes et les méthodes d'éducation, les recherches scientifiques et philosophiques. On ne comprendrait vraiment pas que la Société s'intéressât à l'amélioration des moyens d'échange des produits matériels, et se désintéressât des moyens d'accélérer les échanges d'idées de nation à nation. Sans un esprit de mutuelle intelligence internationale, une association de nations ne peut vivre.

Par exemple, on peut immédiatement supputer le gain que représenteraient pour notre Société toutes mesures nouvelles qui, grâce à une équivalence mieux définie des diplômes des divers pays, un échange plus fréquent des chaires entre professeurs de diverses nationalités, entretiendraient entre les nations une circulation plus active de maîtres et d'élèves. Et le gain serait plus grand encore qui résulterait d'une communication plus rapide et plus précise de toutes les recherches scientifiques entreprises concurremment sur plusieurs points du monde.

Il ne s'agit nullement de porter atteinte à l'originalité des esprits nationaux dont la diversité même est la condition essentielle du progrès général des idées humaines. Il s'agit, au contraire, de permettre à chacun de ces génies nationaux de se développer avec d'autant plus de force et de vitalité qu'il pourra puiser plus largement dans le trésor commun des connaissances, des méthodes, des découvertes de tous.

Nous sommes donc d'accord sur l'urgence qu'il y a, pour la Société des Nations, à faire apparaître toutes les affinités entre l'idée politique qu'elle représente et tous les aspects de la vie intellectuelle qui lient les nations entre elles. Mais dans la mesure même où ces affinités d'ordre spirituel nous paraissent être vitales, nous devons y toucher avec plus de précaution que s'il s'agissait de relations d'ordre matériel. Systèmes d'éducation, recherches scientifiques ou philosophiques, peuvent aboutir à de grands résultats internationaux, mais ils ne naîtraient ni ne prospéreraient s'ils ne tenaient aux fibres les plus intimes des sensibilités nationales.

Pour échapper à tout reproche d'ingérence auquel la Société ne manquerait pas de s'exposer si elle proposait elle-même un plan d'organisation de la vie intellectuelle entre les nations, il convient donc qu'elle invite ses membres à nommer une Commission qui, composée des hommes les plus qualifiés dans l'ordre

LEAGUE OF NATIONS

Organisation of Intellectual Work

REPORT BY M. LÉON BOURGEOIS,
FRENCH REPRESENTATIVE,

ADOPTED BY THE COUNCIL ON SEPTEMBER 2nd, 1921.

In accordance with the recommendations formulated on December 18th, 1920, by the Assembly of the League of Nations regarding intellectual work, and in conformity with the attitude taken up by the Council in its meetings of March 1st and June 27th, 1921, the Secretary-General has drawn up two reports. The first deals with the work hitherto undertaken by the Union of International Associations; the second is simply a preamble to the draft resolution recommending that the Assembly should ask the Council to appoint a Committee to lay before it in 1922 a report on measures which might be taken by the League for the purpose of facilitating international exchange in the domain of intellectual activity. I propose that the Council should adopt these two reports.

They do not, at first sight, come up to our expectations, but on consideration I think that they are more suitable than other and more ambitious schemes.

We are all agreed that the League of Nations has no task more urgent than that of examining these great factors of international opinion — the systems and methods of education, and scientific and philosophical research. It would be unthinkable that the League should endeavour to improve the means of exchange of material products without also endeavouring to facilitate the international exchange of ideas. No association of nations can hope to exist without the spirit of reciprocal intellectual activity between its members.

For example, it is clear to all how much the League would benefit by any new measures which by establishing a more definite parallelism between the diplomas of the various countries and a more frequent exchange of Chairs between professors of various nationalities would lead to a more active interchange of teachers and students between nations. A still greater benefit would result from measures which permitted a more rapid and more accurate communication of all work undertaken simultaneously in the field of scientific research in various parts of the world.

There is no question of detracting from the originality of national workers whose very diversity is essential for the general progress of ideas. On the contrary, the object is to enable each of these national thinkers to develop his ideas with greater force and vitality, by making it possible for him to draw more fully upon the common treasure of knowledge, methods and discoveries.

We are, therefore, agreed that the League of Nations should at the earliest opportunity take steps to show how closely the political idea which it represents is connected with all the aspects of the intellectual life which unites the nations. But in proportion as we consider this spiritual connection a vital one, we must deal with it with more caution than if it were a merely material relation. Systems of education, scientific or philosophical research may lead to great international results, but they would never be initiated or would never prosper if they were not bound up with the deepest national sensibilities.

To avoid all risk of the reproach of interference, a risk which the League would undoubtedly incur if it put forward on its own responsibility a scheme of organisation of intellectual activity between nations, the League should request its Members to appoint a Committee composed of the persons best qualified to

éducatif et scientifique, proposerait un programme d'action ; car le travail intellectuel n'a pas attendu notre Société pour s'organiser entre les nations. Et vraiment, si une vie intellectuelle internationale n'avait déjà pris corps depuis longtemps, notre société n'aurait jamais commencé d'exister. Il s'agit donc simplement de simplifier, de clarifier, d'amplifier les relations déjà existantes ; et c'est aux universitaires, aux savants, aux académiciens, de nous dire, eux-mêmes, où ils en sont, et quelles sont les exigences immédiates de leurs écoles, de leurs laboratoires, de leurs associations pour qu'y affluent plus largement et y circulent plus librement les grands courants intellectuels du monde.

Ainsi renseignée par les intéressés eux-mêmes, la Société des Nations pourra mettre toute l'influence morale dont elle dispose au service de la réalisation de leur programme, bien sûre que l'aide qu'elle aura ainsi prêtée lui sera rendue au centuple.

Nous avons laissé de côté toute une face du problème dont a cependant été saisie la Société des Nations : celle qui touche à la défense des intérêts et à l'amélioration de la condition des travailleurs intellectuels. Mais il nous a paru, d'après les délibérations du Congrès qui s'est tenu tout dernièrement à Bruxelles, que cette question spéciale aux yeux mêmes des promoteurs de l'idée ressortissait plus directement de la compétence du Bureau International du Travail.

En conséquence, après ces quelques mots d'explication sur le caractère à la fois modeste et ambitieux des rapports qui lui sont soumis par le Secrétariat, je propose au Conseil de recommander à l'Assemblée le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée invite le Conseil à procéder à la désignation d'une Commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle et d'éducation. Cette Commission comprendra un maximum de douze membres désignés par le Conseil. Elle présentera à la prochaine Assemblée un rapport sur les mesures que la Société pourrait prendre en vue de faciliter l'échange intellectuel entre les peuples, notamment en ce qui concerne la communication des informations scientifiques et des méthodes d'éducation.

« En attendant l'examen de ce rapport par l'Assemblée, cette Commission servira d'organe consultatif au Conseil qui pourra lui soumettre toutes questions techniques de cet ordre qui se présenteraient jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée.

« L'étude du projet de création d'un bureau international de l'éducation proposée dans la résolution du Conseil du 1^{er} mars 1921 sera également confiée à ladite Commission. »

deal with matters of education and science, to draw up a plan of action ; for the formation of our League does not mark the dawn of the organisation of intellectual work between the nations. Indeed, if an international intellectual life had not been long existent our League would never have been formed. It is, then, merely a question of defining, simplifying and extending the relations already existing ; and it is to the Universities, to the "Savants," and to the academicians, that we must go for information upon the present extent of these relations and upon the immediate needs of their schools, their laboratories and their associations, so that wider access to such institutions and freer circulation between them may be provided for the great intellectual currents of the world.

Thus furnished with information by those directly concerned, the League of Nations will be able to exert all the moral influence at its command towards the realisation of their programme, sure that such support will be repaid a hundredfold.

We have omitted all reference to an aspect of the problem to which the attention of the League has nevertheless already been drawn ; I mean the defence of the interests, and the improvement of the position, of intellectual workers. In view of discussions at the Congress lately held in Brussels it appears to me that this special question falls more directly, even in the opinion of the promoters of the scheme, within the competence of the International Labour Office.

I propose, therefore, after these few words of explanation of the moderate and at the same time ambitious character of the reports which are submitted to it by the Secretariat, that the Council should recommend the following draft resolution for adoption by the Assembly.

" The Assembly calls upon the Council to appoint a Committee to examine international questions regarding Intellectual Co-operation and Education. This Committee will consist of not more than twelve members, appointed by the Council. It will submit to the next Assembly a report on the measures to be taken by the League to facilitate Intellectual Exchange between nations, particularly as regards the communication of Scientific Information and Methods of Education.

" Pending the consideration of this report by the Assembly, this Committee will act as an advisory organ to the Council, which may submit to it any technical questions of this kind arising before the next Session of the Assembly.

" To this Committee will also be assigned the task of examining a scheme for an International Office of Education referred to in the Council's Report, dated March 1st, 1921. "
